

L'Europe devrait avoir pour Projet d'être la 1^{ère} puissance mondiale

Les principaux pays d'Europe ont une Histoire dont ils peuvent être vraiment très fiers ! L'Angleterre, la France, l'Espagne et le Portugal ont découvert et conquis le monde et ont associé de nombreuses populations à leur développement. Les Européens ont aussi développé les sciences et l'industrie, retrouvé la démocratie hellénique et ont étendu les droits des citoyens aux femmes.

Il est cependant évident qu'aucun des pays Européens n'a, aujourd'hui, la capacité de tenir un rôle mondial seul. Nos Etats sont très endettés et au bord de l'asphyxie financière, les armées sont dépendantes de celle des Etats-Unis dans leurs interventions et les économies des pays du Mezzogiorno – Espagne, France, Grèce, Italie, etc. - sont flageolantes...

Afin de retrouver la confiance en nous, la motivation de nous battre sur les plans économiques et politiques nous devons changer de dimension. **Nous devons - ensembles - voir grand, aussi grand que les Etats-Unis, aussi grand que la Chine, et plus grand que l'Inde ou que la Fédération de Russie, qui malgré leur population ou leurs ressources ne sont que des petites économies.**

La seule nation en laquelle nous pouvons encore croire c'est l'Europe, car l'Europe unie a seule les moyens d'une ambition planétaire !

L'économie européenne est toujours parmi les plus puissantes. La PIB des 27 est supérieure à celle des USA et celle des 17 est équivalente à celle de la Chine, loin devant tous les autres pays. La population des 17 est inférieure à celle des USA mais celle des 27 se situe bien au dessus. Malgré des statistiques en baisse constante, la population européenne est, toujours parmi les mieux éduquées. L'Europe dispose donc du potentiel nécessaire à une ambition mondiale.

Quels verrous doivent sauter pour y arriver ?

Mais pourquoi l'Europe n'avance-t-elle pas ? Pourquoi depuis 55 ans que le traité de Rome a été signé et que les 6 pays fondateurs se sont unis a-t-elle si peu progressé ? Certes nous sommes maintenant 17 (Euro) 26 (Schengen) ou 27 (Marché Commun). Mais sans aucune véritable unité et avec des représentants très précisément choisis pour... ne pas être représentatifs !

Pour avancer il faudrait, comme le font toutes les entreprises qui fusionnent, éliminer les doublons, concentrer les pouvoirs stratégiques entre les mains d'un exécutif puissant. Le passage obligé est la nomination d'un Président (unique) et d'une Direction Générale (unique) pour le groupe avec une équipe en général réduite qui ne traite que des affaires du Groupe.

La Direction Générale délègue les pouvoirs opérationnels aux échelons les plus près possibles du terrain, car les Directeurs « opérationnels » sont les mieux placés pour prendre, dans le cadre de leurs délégations, d'un plan pluriannuel et d'un budget alloué et sur le respect duquel ils sont pleinement responsables, toutes les décisions qui s'imposent. Et ils le font, a priori mieux que tout autre car ils connaissent bien leur environnement et les difficultés auxquelles ils ont à faire face.

L'Europe dispose déjà dans de nombreux pays d'entités de niveau juste inférieur aux états nations. Ce sont, suivant les pays, des provinces, régions ou Länder. Déjà dans de nombreux pays ces entités commencent à s'affirmer. Elles le font pour répondre aux attentes des citoyens qui sont profondément déçus de la gestion des états centralisés et par là même distant.

En plus, la Globalisation fait peur et nous cherchons tous à retrouver à un échelon local une proximité, informée et attentive, sur laquelle nous avons l'impression de pouvoir avoir une influence. La Fédération des Régions Unies d'Europe répondraient parfaitement aux attentes des citoyens en apportant cette proximité et cette capacité d'action locale, voir une certaine autonomie redonnant de l'efficacité aux administrations et un véritable support aux administrés.

Mais entre une Europe Fédérale et des Régions (ou équivalents) renforcées dans leurs prérogatives (peut-être en nombre réduit comme le proposait pour la France le plan Balladur de 2009) bien évidemment, les Etats nations devraient disparaître.

Il n'y aurait plus 27 Présidents ou monarques, 27 Premiers Ministres, 27 – ou plus - Ministres des Finances et du Budget et de l'Economie, etc. mais 1 seul de chaque, travaillant comme un vrai gouvernement, efficace et stable, à Bruxelles ou ailleurs...

Il n'y aurait plus les 27 systèmes parlementaires nationaux soit environ 54 chambres. Certes il faudrait sans doute créer une deuxième Chambre Européennes, le bicamérisme ayant fait ses preuves en matière de démocratie. Il faudra aussi renforcer les représentations Régionales – une représentation très directe de type 2.0 pourrait d'ailleurs être envisagée car chaque région aurait environ un cinquième des 300 Millions d'Européens soit entre 5 et 10 millions de citoyens. Les 27 parlements et les 27 chambres hautes devraient être dissouts avec tout ce qui les accompagne.

Les partis qui règnent au niveau national et envoient au « Placard Européen » le personnel qui n'est plus en cour, seraient pris à front renversé par de nouveaux partis porteurs de nos grandes ambitions Européennes et non plus des agrégats de pensées « bien pensantes » dans lesquels il est bien difficile de trouver un vrai projet.

Cette perspective ne réjouit évidemment pas les personnels politiques nationaux qui alternent périodiquement sous les ors de leur république respective et se répartissent aimablement les avantages et les prébendes. Nous le comprenons facilement, JAMAIS ils ne construiront l'Europe, préférant être le premier à Berlin, Londres, Luxembourg ou Paris que le second Européen.